

Le Président de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°1 du Conseil communautaire du 28 septembre 2020 portant délégation de compétence au Président de la communauté d'agglomération,

Vu la délibération n°39 du conseil communautaire du 29 mars 2018 actant la mise en œuvre du dispositif PASS COMMERCE ET ARTISANAT

Vu la délibération n°10 du conseil communautaire du 7 février 2019 adaptant les dépenses éligibles

Vu la délibération n°53 du conseil communautaire du 17 décembre 2020 élargissant le dispositif à de nouveaux secteurs géographiques

Vu la délibération n°04 du conseil communautaire du 25 novembre 2021 prolongeant le dispositif jusqu'au 30 juin 2023.

Considérant les objectifs principaux du dispositif PASS COMMERCE ET ARTISANAT, à savoir dynamiser l'activité économique des TPE dans les centres bourgs et aider à la modernisation du commerce indépendant et de l'artisanat

Considérant que le projet de la société EURL MANAHEL répond aux conditions de recevabilité du dispositif PASS COMMERCE ET ARTISANAT et aux objectifs

Considérant l'avis favorable émis par le groupe de travail « Economie- Commerce » du 16 février 2023,

DECIDE

VANNES,
Le 9 MARS 2023 **OBJET : Attribution de l'aide PASS COMMERCE ET ARTISANAT à la société EURL MANAHEL**

Article 1 :

Une subvention de 7 500 €, sur la base des crédits inscrits au budget de la collectivité dans le cadre du dispositif PASS COMMERCE ET ARTISANAT, est allouée à la société :

EURL MANAHEL
Maxime LE PLOUZENNEC
1 place de la Mairie
MONTERBLANC

Enregistrée au RCS de VANNES sous le numéro 948 385 703

Cette subvention est accordée en référence à une dépense subventionnable de 25 000 HT correspondant au taux de 30% hors numérique et 50% sur les dépenses numériques.

Si le montant total des dépenses HT s'avère inférieur à celui de l'assiette subventionnable, le montant de l'aide sera recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Article 2 :

La subvention sera versée sur présentation des factures acquittées par le bénéficiaire et correspondant aux devis présentés au dossier de demande.

Article 3 :

L'opération devra être réalisée dans un délai de 12 mois maximum à compter du présent arrêté.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée.
Une ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet du Département du Morbihan.

David ROBO
Président

